

Rapport de de l'évaluation rapide des besoins

d'éventuelles repréailles des membres de la communauté Banyabwisha, les habitants des quartiers Bogi et Kipeyayo de Komanda ont été contraints de fuir vers le centre de Komanda tandis que les Banyabwisha ont été conduits par les FARDC et les éléments de la PNC au niveau du bureau de la Chefferie de Basili à Komanda situé non loin du camp des FARDC/PNC de Komanda situé au sud du centre de Komanda. Les communautés Banyabwisha s'y trouvaient toujours au moment de l'évaluation. Des tensions intercommunautaires avec comme cible des membres de la communauté Banyabwisha ont aussi été relevées dans les localités de Mungamba et de Vukutu, où la PNC a aussi déclaré devoir garder des membres de la communauté Banyabwisha proche de leurs bureaux pour les protéger.

C'est dans ce contexte qu'une mission d'évaluation rapide multisectorielle composée d'AIDES, AJEDEC, INTERSOS, OIM, PROCOOPYBA, UNHCR et UNICEF a été conduite dans les zones de déplacement situées dans les zones de santé de Komanda et Mambasa du 07 au 10 juillet 2021. L'objectif principal de cette mission est de faire une analyse de la situation de protection et des facteurs limitant l'accès aux services de base des déplacés.

Dans ce cadre, Il s'agissait plus précisément, d'évaluer les menaces et violations aux droits humains et libertés fondamentales auxquelles font face ces déplacés, mais aussi de chercher à comprendre la dynamique de ce déplacement, avoir un aperçu des conditions de vie et besoins des PDIs et analyser les prochaines tendances de mouvements des populations.

Les résultats de l'évaluation priorisent les vivres, AME/Abris et la santé comme besoins les plus urgents. En outre il s'avère prioritaire de multiplier les séances des sensibilisations et/ou mener des activités de cohésion sociale et les sensibilisations sur les principes humanitaires pour éviter que toute assistance dans la zone soit instrumentalisée.

Page 1 of 22

Si mouvement de population, ampleur du mouvement :

AIRES DE SANTE	LOCALITES / VILLAGES	NOMBRE DES MENAGES	NOMBRE DES PERSONNES
Komanda		6360	31800
Mangusu		886	4429
Bandiboli	Bandipete/kandoy	931	4655
	Bandibalesu	615	3075
	Bandikola	348	1740
	Bandiboli	1137	5685
	Banvukutu	550	2750
Sous total Bandiboli		3581	17905
Bamande	Bamande	1460	7300
	Kosakosa	227	1135
	Bapia	105	525
	Takumanza	713	3565
	Bandikafu	117	585
	Balimani	832	4160
	Bandiseibo	140	700
	Mungamba	1995	9975
Sous total Bamande		5589	27945
Lolwa	Andindilu	979	4895
	Bana Congo	850	4250
	Tipemucho	906	4530
	Ndeisa	213	1065
	Andisede 1	513	2565
	Andisede 2	839	4195
	Andilongona	79	395
	Andilika	80	400
	Anditongo	489	2445

Page 2 of 22

Rapport de de l'évaluation rapide des besoins – [Province] [Territoire] [Axe ou localité] [Date]

	Makwangi	33	165
Sous total Lolwa		4981	24905
Tolytoly		168	840
Bahaha	Babungbe	803	4015
	Babusome	245	1225
	Babofi	102	510
	Gorofia	350	1750
	Kombokombo	200	1000
	Bahaha	700	3500
	Bandisangu	182	910
	Baboyo	92	460
	Bandikongbe	219	1095
	Brazza	56	280
Zelkangai	29	145	
Sous total Bahaha		2978	14890
TOTAL GENERAL		24 543	122 714

Sources : Comité PDIs, présidents des jeunes autorités locales, société civile, CAC.

<i>Différentes vagues de déplacement depuis les 2 dernières années</i>			
Date/Période	Effectifs	Provenance	Cause
Novembre 2020 - Février 2021	21 343	<ul style="list-style-type: none"> Nyankunde, Marabho, Irumu, Mangiva, Ndalia, Mabelenga, Ndimu en Ituri Bulongo, Mwenda, Halungupa, au Nord-Kivu. 	Attaques des groupes armés FPIC et ADF suivies d'exactions contre les civils
13 Mars –avril 2021)	1310	Kwalamuta Mayi baridi Mangusu, Ngobenyama, Makayanga Bolombo, Luna, Bwanasura Ofaye	Attaques et incursions des groupes armés ADF suivies d'exactions contre les civils.
1 ^{er} au 3 juillet 2021	64 310	Boga ,Tchabi, Zuguluka, Bwanasura, Ofayi ,Mafifi ,Dimo	Attaques des groupes armés ADF suivies d'exactions contre les civils. Conséquence des affrontements entre les FARDC et les Maï Maï
<i>Dégradations subies dans la zone de départ/retour</i>	Selon les informations recueillies lors des focus groups organisés dans les localités visitées les personnes déplacées ont affirmé avoir été victimes de la perte de leurs biens (ustensiles de cuisine, vivres etc.) dans les zones d'origine. Certaines cases ont été incendiées, les tôles et portes des maisons arrachées et les biens pillés et/ou incendiés par les éléments des groupes armés. Selon les FGD, certaines écoles (Otomabere, Manzobe, Zunguluka) et structures sanitaires ont été pillées et/ou endommagées/brûlées (Boga, Idohu, Otomabere, Ofayi, Manyala Manzobe, Sokotano), sources d'alimentation en eau vandalisées. En outre, les produits champêtres et récoltes ont été également pillés.		
<i>Distance moyenne entre la zone de départ et d'accueil</i>	En km : ± 90 Km En temps parcouru : ± 15 heures de marche		
<i>Lieu d'hébergement</i>	<ul style="list-style-type: none"> Communautés d'accueil Centres collectifs (Ecoles et Eglises) Maisons abandonnées/inachevées 		

Rapport de de l'évaluation rapide des besoins

Possibilité de retour ou nouveau déplacement (période et conditions)	Les familles déplacées nouvellement arrivées dans les localités qui ont fait l'objet de l'évaluation ont toutes le désir de retourner dans leurs villages d'origines. Ils souhaitent ardemment le retour de la paix dans la zone pour pouvoir y retourner le plus vite possible.			
Si épidémie				
Localisation des personnes affectées par cette crise (nouveaux déplacés)				
Zones de santé	Cas confirmés	Cas suspects	Décès	Zone de provenance
Total				
Perspectives d'évolution de l'épidémie	RAS			

1.2 Profile humanitaire de la zone

Crises et interventions dans les 12 mois précédents

Crises	Réponses données	Zones d'intervention	Organisations impliquées	Type et nombre des bénéficiaires
Mouvement de population causé par l'activisme de groupes armés actif dans la zone	Monitoring de protection et renforcement de la protection communautaire auprès des populations affectées par le déplacement,	Komanda, Djugu, Mambasa et Mahagi	INTERSOS avec le financement du HCR	Déplacés, retournés
Conflits armés, les mouvements de population et les tensions intercommunautaires	Protection de l'enfant	Komanda	UNICEF / AJEDEC	Enfants non-accompagnés, enfants associés aux groupes armés et autres enfants vulnérables
	Éducation	Komanda	UNHCR / AVSI	Déplacés Déplacés et familles d'accueil
	Gestion de site/ Construction : forages, réparation des sources d'eau et pompe manuelle	Komanda	OIM / AIDES	Déplacés
	Wash Points d'eau (forages avec PMH)	Komanda	Solidarités International, UNHCR / AIDES	Déplacés, Déplacés et familles d'accueil
	Appuie en médicaments et intrants aux centres de santé ciblés ;	Komanda	SAVE THE CHILDREN	Déplacés
Sources d'information		Donneurs d'alerte, rapports des organisations dans la zone, rapports des interventions passées, 3W clusters		

2 Méthodologie de l'évaluation

Rapport de de l'évaluation rapide des besoins – [Province] [Territoire] [Axe ou localité] [Date]

Type d'échantillonnage :	<p>La démarche méthodologique utilisée pour cette évaluation a combiné différentes techniques et méthodes : des groupes de discussions (<i>Focus Group Discussions – FGD</i>) séparées pour les femmes et les hommes dans les différents sites de déplacés ainsi que des interviews d'informateurs clés (<i>Key Informant Interviews – KII</i>) tels que les infirmiers titulaires, les directeurs d'écoles, membres de la PNC et des FARDC, leaders communautaires, président de la société civile, etc.</p> <p>Les déplacés se regroupant souvent par ethnie/communauté, l'équipe d'évaluation a aussi trouvé important de toujours visiter toutes les communautés présentes dans les différentes localités, notamment les lieux de déplacement de la communauté Banyabwisha suite aux tensions intercommunautaires dont ils ont été victimes.</p>
---------------------------------	--

Carte de la zone évaluée en indiquant les sites visités



Techniques de collecte utilisées	<p>Les techniques suivantes ont été utilisées pour la collecte des données :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Observations directes dans les ménages en familles d'accueil, visites des sources et structures sanitaires, enquête ménages sur un échantillon. - Interviews d'informateurs clés (KII) (chefs des chefferies, de groupements, chefs de villages, IT des CS, directeurs d'écoles, PNC, FARDC, etc. comme informateurs clés pour la collecte des données sectorielles. - Entretien en groupes de discussion (FGD) séparés femmes/hommes avec les personnes parmi les déplacées et certains autochtones comme informateurs clés. - La technique d'enquête, la méthode d'analyse documentaire des données récoltées par des structures sanitaires, les chefs des localités et groupements <p>Le questionnaire ERM a utilisé comme base pour des entretiens semi-structurés permettant une collecte de données facilement harmonisable mais aussi la collecte de données qualitatives lors des entretiens.</p> <p>L'outil Kobo collect contenant des questionnaires a été utilisé pour la compilation des données collectées lors de FGD et des KII.</p> <p>Les FGD ainsi que les KII ont été conduits en respectant les mesures barrières liées à la covid 19.</p>
---	--

Composition de l'équipe	AJEDEC, UNHCR, UNICEF, OIM, PROCOOPYBA, AIDES ET INTERSOS.
--------------------------------	--

3 Besoins prioritaires / Conclusions clés

Rapport de de l'évaluation rapide des besoins

Besoins identifiées (en ordre de priorité par secteur, si possible)	Recommandations pour une réponse immédiate	Groupes cibles
SECURITE ALIMENTAIRE	<p>Lors des différents focus group organisés dans la zone, les déplacés ont exprimé le besoin immédiat d'être assisté en vivres. A cause du caractère brusque du déplacement ils n'ont pas eu le temps de transporter des réserves de vivres. En plus, la persistance de l'insécurité dans les zones d'origine ne leur permet pas d'effectuer des mouvements pendulaires pour rechercher des vivres. L'accès à la nourriture reste très limité pour les populations déplacées. En outre, l'absence de distributions alimentaires dans la zone en faveur des déplacés exacerbe cette situation. Le choc de la crise a entraîné une augmentation considérable des prix des denrées car les personnes ne fréquentent plus les axes (Komanda – Luna) et les endroits (champs et forêt) où ils s'approvisionnent en vivre et autres biens de première nécessité. Non seulement ils ne disposent d'un stock de réserves pour leur survie, mais aussi le facteur inflation pèse lourdement par rapport au pouvoir d'achat. Cette situation les oblige à modifier leur régime alimentaire.</p> <p>Afin d'améliorer cette situation, les actions ci-dessous sont nécessaires dans l'immédiat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Organiser une distribution directe en vivres en faveur des populations déplacées ; - Renforcer la sécurité et les mécanismes de protection dans la zone pour permettre aux déplacés et membres des familles d'accueil d'accéder aux endroits où ils s'approvisionnent en vivres. - Appuyer les populations en Cash 	Déplacés
ABRIS ET AME	<p>Les PDIs sont hébergés dans les centres collectifs (écoles et églises) et dans des familles hôtes dans des conditions très précaires en matière d'abris, dont beaucoup sont en délabrement très avancés. Il y a perturbation des activités dans les écoles et églises compte tenu de l'occupation des locaux par les PDIs. On observe une grande promiscuité dans les centres collectifs ainsi que dans les familles d'accueil qui hébergent les PDIs. Signalons que dans certains villages visités la plupart des ménages ont accueillis plus au moins 3 ménages de 23 individus dans des maisons de 3,5X4m ; 4X5m ; 5X6 m qui donnent un espace de moins que 1m² par personne ; ce qui constitue un risque de propagation majeure des maladies contagieuses ainsi que l'exposition au VBG (des personnes issues de différents ménages dorment dans une même salle, sans séparation entre les grands garçons et grandes filles). En outre, les PDIs sont exposées aux intempéries (pluie, froid, vent...) du fait de l'inadéquation des locaux d'hébergement. Les autorités locales (chefferie) sont d'accord pour chercher des terrains en vue de la construction des abris d'urgence pour les PDIs sans attache avec la communauté locale. Il y a des possibilités de louer des maisons (10 à 20 USD / mois pour une chambre + salon) mais l'accès n'est pas possible aux PDIs faut de moyens financiers.</p> <p>Nous recommandons les actions suivantes pour la réponse abris :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mettre à disposition un terrain pour la construction d'abris d'urgence aux PDIs qui occupent les écoles et églises ; - <i>Autorités locales / CNR.</i> - Appuyer les ménages PDIs en cash pour loyer ; - <i>Partenaires secteur Abris</i> - Construire des abris d'urgence (type famille d'accueil) pour les PDIs qui n'envisagent pas ou ne sont pas prêts pour retourner dans leurs localités d'origine. - <i>Partenaires secteur Abris.</i> <p>Compte tenu de la sensibilité du conflit, les partenaires désirant se positionner pour la réponse abris sont invités travailler étroitement avec le Cluster Protection.</p> <p>Les ménages déplacés dans la précipitation n'ont pas pu apporter leurs biens essentiels. (Nattes, bidons, couvertures, casseroles etc.) lors du déplacement. La plupart de ces articles ont été pillés et/ou incendiés. Tous les déplacés hommes, femmes, filles et garçons enquêtés ont relevé le manque d'articles ménagers essentiels (couverture, literie, ustensiles de cuisine et de ménage, bidons pour la collecte et le stockage de l'eau, et autres kits de dignité pour les femmes). Ils ont impérieusement besoin de récipients pour le transport et le stockage de l'eau, d'ustensiles de cuisine entre autres.</p>	

Rapport de de l'évaluation rapide des besoins – [Province] [Territoire] [Axe ou localité] [Date]

SANTÉ	<p>En dehors des aires de santé de Komanda/Caritas, Mbeyi et Bamande en zone de santé de Komanda où les déplacés accèdent gratuitement aux soins grâce à l'appui de Save the Children, dans les autres aires de santé, spécifiquement ceux de la zone de santé de Lolwa qui ont fait l'objet de l'évaluation, les déplacés éprouvent des difficultés pour accéder aux soins à cause de leurs moyens financiers limités. Le recours à la médecine traditionnelle est la stratégie d'adaptation utilisée par la population à défaut d'accéder aux structures de santé, pour se soigner avec des risques de surdosage. Cette situation interpelle pour un appui afin de leur permettre d'accéder aux soins.</p>	Déplacés
EHA	<p>Dans tous les villages visités, les populations déplacées et les membres des familles d'accueil ont un accès à l'eau. Les organisations qui travaillent dans le secteur de Wash (CARITAS Wamba, Samaritan's Purse, Avuds, Ppssp, Solidarités International et AIDESAIDES) ont réhabilité et aménagé des points d'eau pour desservir la population dans la zone. Des efforts ont été plus consentis lors de la riposte de l'épidémie d'Ebola qui dans la zone (2019 & 2020). Actuellement, Solidarités International aménage des points d'eau et latrines dans la zone de santé de Komanda, spécifiquement sur l'axe Komanda- Mungamba. La forte concentration des déplacés dans le centre de Komanda, se fait sentir sur les infrastructures d'eau existantes. En conséquence, certaines sources ne fonctionnent plus et sont souvent souillées par les eaux des pluies. Des points de lavage de mains existent mais ne sont pas utilisés. Les latrines dans les ménages et centre collectifs ne sont pas hygiéniques.</p> <p>Les mesures urgentes suivantes sont recommandées :</p> <p>Multiplier les séances de sensibilisations en faveur des déplacés sur la pratique de l'hygiène (lavage des mains etc..) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Distribution de savon pour les ménages déplacés - Réhabilitation /construction de latrines publiques et familiales ; 	Déplacés
PROTECTION	<p>Violences Basées sur le Genre</p> <p>Des cas de viols liés au conflit n'ont pas été soulevés lors de l'évaluation menée dans les zones de santé de Komanda et Lolwa. Les informateurs clés ont confirmé qu'ils existent dans la zone des cas de mariages forcés dont le nombre n'est pas connu. A cause du manque d'accès aux moyens de subsistance et les conditions difficiles de vie dans les milieux de déplacements, certaines femmes et filles des déplacés se livrent à la pratique du sexe de servie dans la localité de Komanda.</p> <p>Protection Générale/Cohabitation pacifique/violences intercommunautaires</p> <p>Il sied de signaler que l'arrivée des déplacées membres de la communauté Banyabwisha dans la localité de Komanda a été à la base de tensions communautaires qui ont occasionné un cas de justice populaire (lynchage) qui a causé la mort de huit 8 membres de cette communauté accusés d'être de connivence avec l'ADF, dont un enfant en date 1^{er} Juillet 2021 vers 15 heures, dans la localité de Komanda spécifiquement dans le quartier Bogi. Par peur d'éventuelles représailles des membres de la communauté Banyabwisha, les habitants des quartier Bogi et Kipeyayo de Komanda ont été contraints de fuir vers le centre de Komanda. Pendant ce temps, pour éviter qu'ils ne soient encore la cible d'autres vindictes populaires les membres de la communauté Banyabwisha ont été conduits par les FARDC et les éléments au niveau du bureau de la Chefferie situé loin du camp des FARDC/PNC de Komanda ainsi que proche du camp des FARDC situé au sud du centre de Komanda. Lesdites familles ne peuvent pas se déplacer sans escorte de la police et beaucoup n'ont pas de moyen pour se nourrir.</p> <p>Protection de l'enfant</p> <p>Lors des FGD ont indiqué la probable présence d'une trentaine d'ENA repartis sur les divers sites, habitant en familles d'accueil ou alors dans les centres collectifs. De plus les adolescents ayant besoin d'aider leurs familles à subvenir à leur besoin se voient obligés de travailler, soient avec leurs parents dans des champs, soit dans des restaurants (filles) ou même à travers le vol. Ces travaux les exposent à de nombreux risques. Les filles sont à risque d'exploitation sexuelle et d'autres formes de violence sexuelle. Les garçons sont à risque de violence physique lorsqu'ils se font attraper à voler à manger.</p> <p>Certaines femmes dans les FDG ont aussi mentionné le problème de l'identité juridique, notamment des garçons adolescents, au moment où les forces de l'ordre leur demandent de s'identifier. Les garçons adolescent, étants incapables de</p>	Déplacés et membres de la communauté hôte.

Rapport de de l'évaluation rapide des besoins

	<p>présenter des carte d'électeurs peuvent être harcelés, extorqués, détenus, fouettés, soumis à des travaux forcés, etc.</p> <p>Les tensions intercommunautaires ont aussi prouvé être un risque pour les enfants et continueront à l'être si les tensions ne sont pas résolues. En effet, ces tensions ont déjà coûté la vie à au moins un enfant et continue à empêcher certains autres enfants d'accéder aux services dont ils ont besoin.</p> <p>Finalement, les atrocités dont ont été victimes et témoins les enfants ainsi que leurs parents/tuteurs, ont parfois laissés de profondes séquelles. En effet, lors des FGD certaines femmes ont indiqué qu'elles et leurs enfants avaient des cauchemars suite à leur vécu. Lors de leur déplacement notamment ils ont vu de nombreux corps en putréfaction au bord de la route, qui n'avaient pas pu être enterrés.</p> <p>Recommandations</p> <ul style="list-style-type: none"> - Multiplier les activités des préventions des VBG dans les zones de déplacements ; - Organiser des activités de cohésion sociale dans la zone de santé de Komanda ; - Conduire des activités de sensibilisation sur la prévention COVID - Conduire des activités d'appuie psychosociale et de thérapie de groupe. - Effectuer l'identification et la documentation des enfants non accompagnés pour pouvoir vérifier s'ils sont déjà pris en charge et commencer le processus de recherche et de réunification familiale (ou l'identification d'une autre solution durable). - Mettre en place des systèmes communautaires d'identification et de référencement d'enfants victimes de violence pour faciliter la réponse et l'accès aux services. - Mise en place de mécanismes de protection de l'enfant communautaires au sein des déplacés pour pouvoir prévenir et répondre aux violences à l'encontre des enfants. - Travailler avec les collègues du Secteur Éducation et Sécurité Alimentaire pour offrir des alternatives aux enfants qui se voient exposés à des risques dus aux activités qu'ils se voient contraints de faire pour survivre. - Travailler avec les communautés ainsi que les forces de l'ordre pour lutter contre l'exploitation sexuelle des filles, sans les stigmatiser et en leur offrant des alternatives viables. - Offrir un appui PSS et/ou psychologique aux enfants qui ont en besoin, à la suite aux chocs qu'ils auraient subis. - Organiser des activités récréatives et socialisant aux enfants nouvellement déplacés dans des cadres sûrs tels que les EAE (mobiles ou fixes). - Travailler avec les Divisions de l'Intérieur et de la Justice ainsi que le pouvoir judiciaire pour fournir une identité juridique aux adolescents et autres enfants vulnérables, notamment à travers des actes de naissance. 	
<p><i>Besoins logistiques (transport et stockage)</i></p>	<p>- Réhabilitation des infrastructures, des routes de desserte agricole par HIMO</p>	<p>Déplacés et communauté hôte</p>
<p><i>Les secteurs concernés sont : Protection, dont la Protection de l'Enfant, Sécurité alimentaire/vivres, Moyens de subsistance, Abris, Articles ménagers essentiels, Eau-hygiène assainissement, Santé, Nutrition, Education, Logistique</i></p>		

4 Analyse « ne pas nuire »

Do harm et Risque D'instrumentalisation de l'aide

En ce qui concerne l'aspect Do no Harm, bien que l'administrateur du territoire ait lancé un message de cohésion sociale et de paix entre les Banyabwisha et les autres communautés, des risques de tensions communautaires restent à craindre dans la zone si toutes les communautés des déplacés ne sont pas prises en compte pour un éventuel enregistrement qui aboutira à une assistance. A cause de cette situation, il urge de multiplier les messages de cohabitation pacifique et des sensibilisations sur les principes humanitaires pour éviter que l'assistance ne soit instrumentalisée par les communautés hôtes mais aussi celles déplacées.

Le risque de distorsion dans l'offre et la demande de service pourrait être évité en tenant compte des faits suivants :

Rapport de de l'évaluation rapide des besoins – [Province] [Territoire] [Axe ou localité] [Date]

	<ul style="list-style-type: none"> - Evaluation de la situation ; - Bonne préparation et sensibilisation efficace de toutes les parties-prenantes pour toutes les interventions (commerçants, bénéficiaires de l'assistance, leaders locaux, etc.) ; - L'implication de toutes les communautés dans les différentes phases de la mise en œuvre des activités.
Risque d'accentuation des conflits préexistants	Les communautés Nyali, Bira, Lesse Nande, Hema, pygmées et Banyabwisha sont celles qui ont été concernées par la nouvelle vague de déplacement à cause de la crise et se trouvent dans les zones évaluées. Le fait d'apporter une assistance à une communauté des déplacés sans prendre en considération les autres communautés risque d'exposer les acteurs d'intervention y compris les bénéficiaires.
Risque de distorsion dans L'offre et la demande de services	

5 Accessibilité

5.1 Accessibilité physique

Type d'accès	Toutes ces localités sont accessibles par voie routière par toute catégorie de voitures. En saison des pluies, la circulation est perturbée à cause des bourbiers existants dans certaines parties de la route sur l'axe Bunia-Komanda
---------------------	--

5.2 Accès sécuritaire

Sécurisation de la zone	La sécurité dans les localités de Komanda, Bavukutu, Bamande, Mungamba, Tolitoli et Bahaha est assurée par les éléments du 3101 ^{ème} régiment des Forces Armées de la République Démocratique du Congo dont le commandant des opérations est basé à Komanda. Ils sont appuyés par des éléments de la Police Nationale Congolaise, de ceux de l'Agence Nationale de Renseignement et de la Direction Générale de la Migration. Face à la persistance de l'insécurité dans plusieurs localités de la zone de santé de Komanda, les éléments du 3204 ^{ème} , 3401 ^{ème} et 3403 ^{ème} régiments des FARDC ainsi que ceux de l'unité de la défense principale ont été déployés en renfort. Un contingent de casques bleus Bangladais de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO) est basé dans la localité de Komanda où il effectue des patrouilles. En dépit de la présence de ces différentes forces de sécurité, la population de la zone vit dans la psychose. Elle craint non seulement que la localité de Komanda soit attaquée par les ADF. En effet des éléments ADF auraient été aperçus par des civils dans la localité de Loya située à environ 12 km au sud de Komanda en Chefferie de Walense Vonkutu le 3 juillet 2021. Les déplacés craignent aussi des représailles des ADF après le meurtre des 8 membres de la communauté Banyabwisha. Dans la zone de santé de Lolwa, la situation sécuritaire est relativement calme et des éléments des FARDC ont été déployés en renfort depuis début juillet 2021 pour la protection des civils.
Communication téléphonique	Les localités de la zone de santé de Komanda sont couvertes par les réseaux de communication Vodacom, Airtel et Orange ; la connexion internet aussi via data mobile de ces réseaux est possible à Komanda. Cependant, dans les localités de Tolitoli et Bahaha I&II, le réseau Vodacom dessert difficilement la population. Pour communiquer, on est obligée de rechercher le point où le réseau est disponible
Stations de radio	3 chaînes de radios communautaires sont opérationnelles à Komanda, notamment les radios communautaires la Référence, Amani et Tuendele. En plus de ces radios communautaires, d'autres chaînes sont captées localement comme la Radio Candip, Radio Okapi, RFI etc. En dehors de Komanda, les localités qui ont fait l'objet des évaluations ne possèdent pas de radios communautaires. Les habitants écoutent les radios qui émettent depuis d'autres zones.

6 Aperçu des vulnérabilités sectorielles et analyse des besoins

6.1 Protection

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?

- Oui

Incidents de protection rapportés dans la zone

Lors des échanges organisés distinctement avec les informateurs clés dans la zone, il a été relevé les meurtres ; les violences sexuelles, les coups et blessures, les enlèvements ; les incendies et les pillages comme violations des droits humains. Ces violations sont commises plus par les ADF dans les localités situées sur l'axe Komanda-Luna (Ofaye, Mafifi, Sokotano, Bolombo, Otomaber, Ndimu, Idohu, Manzombe etc.). Le 28 juin 2021 vers 17 heures, des éléments des Forces Démocratiques et Alliées (ADF) ont fait une incursion dans la localité Manzombe1 en zone de santé de Komanda. Ces hommes armés se sont scindés en deux groupes. Pendant qu'un groupe combattait les éléments de Forces armées de la République Démocratique du Congo, un autre groupe s'attaquait à la population et leurs biens. Le bilan de cette incursion dans la localité, fait état d'un homme déplacé d'environ 42 ans tué par coups de feu. Les éléments FARDC de l'unité Hindou ont réussi à repousser ces présumés ADF, limitant ainsi les dégâts. Ces hommes armés ont alors dirigé leur effectif vers Idohu centre en zone de santé de Komanda vers 18 heures pour conduire une nouvelle attaque. Ils ont tué par coup de feu deux hommes retournés dans cette localité depuis le mois d'avril 2021 âgés entre 37et 45ans, incendié deux maisons et un camion de personnes déplacées retournées à la même période d'avril 2021, et enlevé un homme résident de 62 ans avec qui ils se sont retirés dans la brousse. Toujours vers 18heures, un autre groupe d'éléments ADF s'est dirigé vers la localité Manyala en zone de santé de Komanda. Au cours de cette incursion, ces assaillants ont tué 4 personnes PDI par coups de feu et à la machette dont un homme et 3 femmes, tous âgés entre 24 et 45 ans. Pourchassés par les éléments des FARDC, vers 19 heures, ce même groupe s'est rendu à Ofaye centre en zone de santé de Komanda où ils ont tué un homme résident d'environ 43 ans et incendié 10 commerces appartenant à des résidents ainsi que tous les biens qui s'y trouvaient avant de se retrancher vers la forêt environnant la zone. Au total, les ADF lors de leurs trois attaques conduites dans la soirée du 28 juin 2021, ont eu pour conséquence le meurtre de 8 personnes et d'un cas de personne enlevée. Enfin, 12 maisons et un motocycle ont été incendiés.

Violences sexuelles et sexistes : Des cas de viols liés au conflit n'ont pas été soulevés lors de l'évaluation menée dans les zones de santé de Komanda et Lolwa. Les informateurs clés ont confirmé qu'ils existent dans la zone des cas des mariages forcés dont le nombre n'est toutefois pas connu. A cause des conditions difficiles de la vie, certains déplacés se livrent au sexe de servie dans la localité de Komanda.

MRM/Résolution1612 : de janvier à juin 2021, 32 allégations 1612 ont été rapportés : Onze enfants dont huit garçons et trois filles ont été enlevées par les ADF ,19 ont été tués dont 13 filles et six garçons et deux filles ont été violés par les éléments des FARDC.

Notons que de janvier au 30 juin 2021, l'équipe de monitoring de protection a documenté 649 violations dans la zone de santé de Komanda. Parmi ces violations on relève 205 cas de pillages 114 cas d'homicides et 105 cas d'enlèvements. Les ADF ont été ceux qui ont commis le plus de violations, et ont été auteurs de 265 violations.

Protection de l'enfant

Lors des FGD ont indiqué la probable présence d'une trentaine d'ENA repartis sur les divers sites, habitant en familles d'accueil ou alors dans les centres collectifs. De plus les adolescents ayant besoin d'aider leurs familles à subvenir à leur besoin se voient obligés de travailler, soient avec leurs parents dans des champs, soit dans des restaurants (filles) ou même à travers le vol. Ces travaux les exposent à de nombreux risques. Les filles sont à risque d'exploitation sexuelle et d'autres formes de violence sexuelle. Les garçons sont à risque de violence physique lorsqu'ils se font attraper à voler à manger.

Certaines femmes dans les FDG ont aussi mentionné le problème de l'identité juridique, notamment des garçons adolescents, au moment où les forces de l'ordre leur demandent de s'identifier. Les garçons adolescents, étant incapables de présenter des cartes d'électeurs peuvent être harcelées, extorqués, détenus, fouettés, soumis à des travaux forcés, etc.

Les tensions intercommunautaires ont aussi prouvé être un risque pour les enfants et continueront à l'être si les tensions ne sont pas résolues. En effet, ces tensions ont déjà coûté la vie à au moins un enfant et continue à empêcher certains autres enfants d'accéder aux services dont ils ont besoin.

Finalement, les atrocités dont ont été victimes et témoins les enfants ainsi que leurs parents/tuteurs, ont parfois laissés de profondes séquelles. En effet, lors des FGD certaines femmes ont indiqué qu'elles et leurs enfants avaient des cauchemars à cause de ce qu'elles avaient vécu . Lors de leur déplacement notamment ils ont vu de nombreux corps en putréfaction au bord de la route, qui n'avaient pas pu être enterrés.

Relations/Tension entre les différents groupes de la communauté	La cohabitation n'est pas bonne entre les déplacés de la communauté Banyabwisha et les membres de la communauté hôte. Ces derniers accusent les Banyabwisha d'être de connivence avec les ADF qui commettent les exactions dans la zone. Cette situation est à la base de tensions communautaires et justice populaire. A titre d'exemple, en date 1 ^{er} Juillet 2021 vers 15 heures, dans la localité de Komanda spécifiquement dans le quartier vers Bogi, huit membres de la communauté Banyabwisha dont cinq hommes, deux femmes et un enfant de 4 ans ont été attaqués par un groupe des habitants de Komanda en colère sous prétexte qu'ils sont de connivence avec les ADF responsables des exactions contre les civils dans la zone. Ces personnes ont été battues par la foule en colère munis de bâtons jusqu'à ce qu'elles meurent. Leurs habitations ont été également saccagées et leurs biens brûlés par la foule en colère. Les autres membres de la communauté Banyabwisha ont été sauvés de justesse grâce à l'intervention des éléments des FARDC et de la PNC. Face à cette situation et pour apaiser la tension entre les communautés, l'administrateur de territoire d'Irumu a tenu un meeting populaire dans la localité de Komanda en date 3 juillet 2021 où il a condamné le cas de justice populaire survenu à Komanda.
Existence d'une structure gérant les incidents rapportés.	Dans la zone de santé de Komanda, INTERSOS et AJEDEC ont appuyé à la mise en place des structures communautaires de protection où les incidents de protection sont rapportés. Dans les localités de Tolitoli, Bahaha I et Bahaha II, CARITAS Wamba appui les comités de protection où les incidents de protection sont rapportés. Ces comités protection effectuent les sensibilisations sur les thématiques de protection.
Impact de l'insécurité sur l'accès aux services de base	L'insécurité a eu un impact sur l'accès aux services de base. A cause des moyens financiers limités, dans les zones de santé de Lolwa certains déplacés éprouvent des difficultés pour accéder aux soins. Par peur pour leur sécurité liée aux tensions communautaires, certains déplacés ont été contraints de restreindre leurs mouvements vers les services de base. En plus, à cause de l'insécurité, l'accès aux moyens de production (Champs, commerces, ...), reste très limité pour les habitants de la zone y compris les déplacés. La mobilité sur l'axe Komanda –Luna est actuellement momentanément suspendue par les transporteurs à cause de la recrudescence de l'insécurité. Pour les mêmes causes, plusieurs habitants ont réduit leurs mouvements vers les champs de peur d'être victimes des exactions de la part des éléments des groupes armés ADF et/ou Maï Maï .
Présence des engins explosifs	Lors des échanges avec les déplacés et les informateurs clés, aucun n'a confirmé la présence des engins explosifs. Cependant la crainte d'infiltration d'engins explosif improvisés tels que vécu à Béni est présente.
Perception des humanitaires dans la zone	La perception des humanitaires est bonne dans la zone. 90% des personnes interrogées indiquent qu'elles reçoivent les humanitaires sans discrimination. Cependant, certains déplacés craignent que l'assistance attire les groupes armés dans leurs zones notamment ceux de la zone de santé de Lolwa.
Réponses données	

Page

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Distribution de bâches	UNHCR / AIDES	Komanda	100 ménages	Ces ménages sont très vulnérables et exposés à la pluie. Ces bâches sont destinées à couvrir les huttes construites par ces ménages en vue de garantir l'étanchéité.
IDTR pour ENA	UNICEF / AJEDEC	ZS Komanda	ENA	Les acteurs de Protection de l'Enfant vont suivre les cas de potentiels ENA pour documentation et, si besoin, recherche familiale
RAS	RAS	RAS	RAS	Une multitude de personnes dans le besoin, mais sans assistance.

Gaps et recommandations

- Effectuer un ciblage dans la zone en vue de fournir une assistance selon les besoins ;
- Renforcer les activités de cohabitation pacifique dans la zone.
- Renforcer les sensibilisations sur la cohabitation pacifique ;
- Multiplier les sensibilisations sur les principes humanitaires.

Protection de l'Enfant

- Effectuer l'identification et la documentation des enfants non accompagnés pour pouvoir vérifier s'ils sont déjà pris en charge et commencer le processus de recherche et de réunification familiale (ou l'identification d'une autre solution durable).
- Mettre en place des systèmes communautaires d'identification et de référencement d'enfants victimes de violence pour faciliter la réponse et l'accès aux services.
- Mise en place de mécanismes de protection de l'enfant communautaires au sein des déplacés pour pouvoir prévenir et répondre aux violences à l'encontre des enfants.
- Travailler avec les collègues du Secteur Éducation et Sécurité Alimentaire pour offrir des alternatives aux enfants qui se voient exposés à des risques dus aux activités qu'ils se voient contraints de faire pour survivre.
- Travailler avec les communautés ainsi que les forces de l'ordre pour lutter contre l'exploitation sexuelle des filles, sans les stigmatiser et en leur offrant des alternatives viables.
- Offrir un appui PSS et/ou psychologique aux enfants qui ont en besoin, suite aux chocs qu'ils auraient subis.
- Organiser des activités récréatives et socialisantes aux enfants nouvellement déplacés dans des cadres sûrs tels que les EAE (mobiles ou fixes).
- Travailler avec les Divisions de l'Intérieur et de la Justice ainsi que le pouvoir judiciaire pour fournir une identité juridique aux adolescents et autres enfants vulnérables, notamment à travers des actes de naissance.

6.2 Sécurité alimentaire

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Non																		
Classification de la zone selon le IPC	• 3	• 4																	
Situation de la sécurité alimentaire depuis la crise	<p>Les mouvements des populations et l'insécurité ont un impact négatif sur la sécurité alimentaire des populations déplacées et les membres de la communauté d'accueil. D'une part, les personnes déplacées, dans leur déplacement, ont dû abandonner derrière elles tous leurs moyens de subsistance. D'autre part, elles ajoutent une pression supplémentaire sur les ressources déjà peu importantes des populations hôtes. Aucune assistance en vivre n'a été organisée dans la zone depuis l'arrivée des déplacés. Tous les membres des ménages des déplacés interviewés dans la zone lors des focus group ont affirmé qu'ils ne possèdent aucune réserve alimentaire.</p> <p>Certains déplacés vivent difficilement grâce à la générosité des membres des familles d'accueil dont la plupart sont des anciens déplacés et d'autres effectuent des travaux journaliers auprès des autochtones. Certains déplacés ont affirmé qu'ils quittent tôt leurs lieux d'hébergement pour la recherche de travaux journaliers qui est faiblement rémunérés. Ces travaux consistent aux transports du bois dans les marchés locaux, le labour et le sarclage dans les champs des autochtones etc. Ils sont rémunérés à 2500 FC le jour ou en nature (un régime de banane et un fagot de feuille de manioc). Il est ressorti des échanges avec les déplacés qu'avec l'argent perçu, ils ne parviennent pas à répondre à leurs besoins alimentaires.</p> <p>Cependant, cette situation ne concerne pas les déplacés Banyabwisha qui se trouvent dans la localité de Komanda. Ces déplacés, par crainte d'être victimes d'attaque de la part de certains membres de la communauté hôte qui les accusent d'être de connivence avec les ADF, ont été contraints de réduire leurs mouvements. Par conséquent, ils vivent dans des conditions difficiles.</p> <p>A cause de la persistance de l'insécurité, les membres des familles d'accueil qui se trouvent dans la localité de Komanda éprouvent également des difficultés pour se prendre en charge car ils ont limités préventivement leur accès aux champs. Les autres activités génératrices de revenus (exploitation du bois, planches, production de braise) qu'ils exerçaient sont également paralysées. Cette situation a un impact négatif sur le régime alimentaire des déplacés. Lors des entretiens, les déplacés ont rapporté qu'ils ont été contraints de changer leurs habitudes alimentaires. Ils consomment actuellement un repas le jour, alors que dans leurs villages de provenance, ils avaient la possibilité de consommer deux et /ou trois repas par jour. Ce changement brusque des habitudes alimentaires risque d'avoir des conséquences sur la santé des déplacés, notamment pour les enfants de moins de 5 ans. Une aide alimentaire est nécessaire pour répondre à cette situation.</p> <p>Selon le chef de la chefferie de Basili, la situation des déplacés pygmées est préoccupante dans la zone. Ils s'adaptent difficilement aux conditions de vies loin de leur milieu naturel où leurs principaux moyens de subsistance étaient la pêche, le ramassage, la chasse et la cueillette. A komanda, ils sont impliqués dans des cas de vol des biens des membres de la communauté. Ceci risque de causer des tensions entre les pygmées et les membres de la communauté hôte.</p> <p>Les marchés locaux sont fonctionnels dans la zone, cependant on enregistre une hausse des prix des produits à cause de leur rareté.</p> <p>La restriction des mouvements des personnes vers les champs à cause de l'insécurité a aussi impacté négativement sur les prix des produits de première nécessité. Les prix ont connu une hausse. Ceci à cause de la rareté des produits sur le marché et à l'accroissement brusque de la démographie de la population dans les localités d'accueil.</p> <p>Tableau illustratif de l'évolution de prix dans la localité de Komanda :</p> <table border="1" data-bbox="381 1732 1583 1917"> <thead> <tr> <th>Denrées</th> <th>Unité de Mesure</th> <th>Avant crise</th> <th>Actuellement</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Cossette de manioc</td> <td>Basin</td> <td>5000 FC</td> <td>12000FC</td> </tr> <tr> <td>Charbon</td> <td>Sac</td> <td>15000 FC</td> <td>20000FC</td> </tr> <tr> <td>Huile de palme</td> <td>Bidon</td> <td>33000 FC</td> <td>40000 FC</td> </tr> </tbody> </table>			Denrées	Unité de Mesure	Avant crise	Actuellement	Cossette de manioc	Basin	5000 FC	12000FC	Charbon	Sac	15000 FC	20000FC	Huile de palme	Bidon	33000 FC	40000 FC
Denrées	Unité de Mesure	Avant crise	Actuellement																
Cossette de manioc	Basin	5000 FC	12000FC																
Charbon	Sac	15000 FC	20000FC																
Huile de palme	Bidon	33000 FC	40000 FC																

Production agricole, élevage et pêche	Les habitants dont leurs champs sont situés sur l'axe Komanda-Luna n'ont plus accès aux terres à cause de l'insécurité. Ceci provoque la rareté des denrées alimentaires ainsi que la hausse de prix sur les marchés locaux. Les habitants des localités situées dans la zone de santé de Lolwa continuent de produire pour la consommation localement (riz, maïs, arachides).
Situation des vivres dans les marchés	Les marchés restent fonctionnels dans la zone. Cependant à cause de l'insécurité on observe une rareté des produits. Cette situation de l'insécurité dans la zone a comme conséquence ; insuffisance des vivres de première nécessité dans les marchés locaux ; les champs sont en grande partie abandonnés suite à l'insécurité dans les zones.

Stratégies adoptées par les ménages pour faire face à la crise	Stratégie d'adaptation alimentaire Dans ce cadre, les ménages ont changé leur régime alimentaire. Certains ont diminué la quantité de nourriture et consomment un repas par jour et d'autres consomment des aliments qu'ils n'aiment pas juste pour survivre. Ils vivent difficilement grâce à la générosité de certains membres des familles d'accueil dont la plupart sont des anciens déplacés. En outre, ils effectuent des travaux journaliers auprès des membres de la communauté hôte Certains déplacés ont affirmé qu'ils quittent tôt leur lieu d'hébergement pour la recherche de travaux journaliers qui est faiblement rémunérés.
---	---

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Aucune	Aucune	Aucune	Aucune	Rien à signaler

Gaps et recommandations	Un besoin en une assistance alimentaire s'avère nécessaire. Dans ce cadre il est important de : - Organiser des distributions d'urgence en vivres, Cash inconditionnel en faveur des personnes déplacées
--------------------------------	---

6.3 Abris et accès aux articles essentiels

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	<ul style="list-style-type: none"> • Non <p>Le 10 juillet 2021, le HCR à travers son partenaire AIDES a distribué 100 bâches pour les ménages pygmées vulnérables.</p>
Impact de la crise sur l'abris	<p>Les déplacés qui sont dans des centres collectifs se relit les ustensiles de cuisine pour préparer de la nourriture. Ceci a un impact parfois sur leurs heures de repas, certains mangent à des heures tardives autour de 21heures alors d'habitude ils mangeaient autour de 19 heures au plus tard. Ils manifestent des besoins en bâches, couvertures, nattes, ustensiles des cuisines et autres. Environ 85 % des femmes et des jeunes filles ont affirmé lors des focus group organisés qu'elles sont dans l'impossibilité d'avoir des kits de dignité pour se servir lors de leur période de menstruation, par conséquent, elles recourent à des morceaux de linge ou parfois utilisent des couches pour bébé pour celles qui ont des nourrissons.</p> <p>Lors des entretiens avec les déplacés lors de focus group organisés dans les zones de déplacement, il a été ressorti que les déplacés sont logés dans des familles d'accueil et les centres collectifs (Eglises et écoles). Au moment de l'évaluation aucune donnée statistique n'était disponible pour connaître le nombre de ceux qui vivent dans des familles d'accueil et/ou centres collectifs. D'autres vivent dans des maisons abandonnées par des membres de la communauté hôte qui sont en déplacement vers d'autres localités.</p> <p>Les conditions de vies dans ces abris sont précaires et n'offrent aucune protection contre les intempéries et exposent les déplacés aux maladies liées aux intempéries et aux cas des VBG. Dans les familles</p>

	<p>d'accueil, les déplacés vivent dans une promiscuité ou en moyenne sept à huit personnes, se retrouvent dans une case d'environ 4mètres carrés sans intimité ni commodités suffisantes.</p> <p>Seule dans la localité de Komanda on peut trouver des matériaux de construction (sticks, tôles, clous, chevrons, planches, ciment, etc.). Ces matériaux pour la plupart viennent de la ville de Butembo située dans la Province du Nord Kivu. Cependant, avec la situation sécuritaire volatile, certains commerçants hésitent d'amener ces articles par l'axe Komanda –Luna de peur de tomber dans des embuscades tendues régulièrement par les ADF Butembo.</p> <p>Des dispositifs de lavage de mains existent dans la zone, mais ne sont pas utilisés régulièrement ni par les habitants moins encore par les déplacés. Ces dispositifs ont été placés et distribués par les ONG qui travaillaient lors de la riposte Ebola. Certains de ces dispositifs sont vétustes. Les déplacés sont donc exposés à la Covid 19.</p>		
Type de logement	<ul style="list-style-type: none"> Centre collectif Familles d'accueil 	<ul style="list-style-type: none"> Abris (de fortune ou en matériaux locaux) construit sur la parcelle d'une famille d'accueil gratuitement Centre collectif (école, église, etc.) . 	
Accès aux articles ménagers essentiels	<p>Les déplacés ont affirmé qu'ils n'ont pas transporté leurs articles ménagers essentiels (nattes, bidons, couvertures, casseroles etc.). La plupart de ces articles ont été pillés et/ou incendiés. Tous les déplacés hommes, femmes, filles et garçons enquêtés ont relevé le manque d'articles ménagers essentiels (couverture, literie, ustensiles de cuisine et de ménage, bidons pour la collecte et le stockage de l'eau, et autres kits de dignité pour les femmes). Ceux qui sont dans des familles d'accueil ont déclaré qu'ils utilisent des ustensiles qui leur ont été cédés momentanément par des membres des familles d'accueil. Il sied de signaler que L'arrivée des déplacés en plusieurs vagues a dépassé les capacités d'assistance des membres des familles d'accueil qui sont eux-mêmes paupérisés.</p> <p>La majorité des IDPs utilisent les AMEs des familles d'accueil qui malheureusement n'en n'ont pas aussi assez. Les ménages qui ont participé aux différents focus group affirment qu'ils utilisent à la fois la même casserole pour la cuisson, la lessive et le stockage de l'eau. Il n'y a presque pas de bidons ni bassin pour le stockage de l'eau. Le peu des AME qu'ils avaient emportés ont été soit échangés, soit vendus pour avoir des vivres.</p>		
Possibilité de prêts des articles essentiels	<p>Au moment de l'évaluation, faute d'une distribution en Ames, les déplacés font des prêts auprès des membres des familles d'accueil. Pour le moment, les familles d'accueil restent moins exigeantes dans la gestion et l'utilisation des AME par les ménages déplacés. Cette situation n'est pas pareille pour les déplacés de la communauté Banyabwisha qui ne bénéficient pas de ces faveurs compte tenu de leur présumé collaboration avec les ADF.</p>		
Situation des AME dans les marchés	<p>Au marché de Komanda certains AMEs sont disponibles. Cependant si l'insécurité persiste, le marché n'aura pas la capacité de répondre à une éventuelle augmentation de la demande dans un temps record car les commerçants se ravitaillent à partir de Butembo au nord Kivu.</p>		
Faisabilité de l'assistance ménage	<p>Les ménages déplacés ne savent pas jusqu'à présent la période de leur retour suite à l'insécurité grandissante qui prévaut dans leurs milieux de provenance. D'où un besoin en distribution en AMEs.</p>		

Réponses données : Aucune réponse en AME à la fin de cette mission.

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Pas des réponses	Aucune	ZS de Komanda,	Populations déplacés Internes (IDPs)	Aucune assistance Jusque-là dans la Zone
Pas des réponses	Aucune	ZS de Lolwa	Populations déplacés Internes (IDPs)	Aucune assistance Jusque-là dans la Zone

Gaps et recommandations	Gaps : Manque des AMEs . Recommandation : - Fournir une assistance en AMEs et Abris dans un bref délai;			

6.4 Moyens de subsistance

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	<ul style="list-style-type: none"> • Non 			
Moyens de subsistance	La survie de la majorité des populations déplacées dépend des travaux journaliers qu'elles effectuent auprès des membres de la communauté hôte et la générosité de certains membres des familles d'accueil faute d'une assistance depuis leur arrivée dans la zone.			
Accès actuel à des moyens des subsistances pour les populations affectées	Les ménages déplacés dépendent des travaux journaliers chez les opérateurs économiques, les familles d'accueil. Les plus vulnérables se contentent de la générosité des familles d'accueil ou de proches. Actuellement, les ménages déplacés ont des difficultés d'effectuer des mouvements pendulaires dans leurs zones de provenance à la recherche de nourriture à cause de l'insécurité			
Réponses données				
Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Aucune	Aucune Organisation	Zone de santé de Komanda	Populations déplacées Internes (IDPs)	
Aucune	Aucune Organisation	Zone de santé de Lolwa	Populations déplacées Internes (IDPs)	
Gaps et recommandations	Gaps - Les populations déplacées n'ont pas accès aux moyens d'existence - L'insécurité et l'abandon des champs dans les zones de provenance sont la cause du manque de revenu pour accéder aux marchés - La plupart de localités évaluées ne bénéficient pas des réponses en SECAL. Recommandation : - Appuyer les ménages déplacés avec des vivres et autres moyens de subsistance.			

--	--

6.5 Faisabilité d'une intervention cash (si intervention cash prévue)

Analyse des marchés	La zone dispose de marchés saisonniers où seulement quelques denrées alimentaires et produits manufacturés de première nécessité sont disponibles.
Existence d'un opérateur pour les transferts	Il y a quelques opérateurs de transfert Mpesa et Airtel Money à Komanda mais avec des fonds insuffisants de retrait ou d'envoi.

6.6 Eau, Hygiène et Assainissement

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	<ul style="list-style-type: none"> • oui
Risque épidémiologique	Le risque d'épidémie COVID- 19 est à craindre dans les zones visitées à cause des mauvaises conditions d'hébergement et le non-respect des mesures barrières et de lutte contre la covid 19 de la part des déplacés.
Accès à l'eau après la crise	<p>Dans tous les villages visités, les populations déplacées et les membres des familles d'accueil ont un accès à l'eau. Les organisations qui travaillent dans le secteur de Wash (CARITAS Wamba, Samaritain's Purse, Avuds, Ppssp, Solidarités International et AIDES) ont réhabilité et aménagé des points d'eau pour desservir la population dans la zone. Des efforts ont été plus consentis lors de la riposte de l'épidémie d'Ebola qui dans la zone (2019 & 2020). Actuellement, Solidarités International aménages des points d'eau et latrines dans la zone de santé de Komanda, spécifiquement sur l'axe Komanda- Mungamba. La forte concentration des déplacés dans le centre de Komanda, se fait sentir sur les infrastructures d'eau existantes. De plus, l'eau est vendue. Un bidon de 20 litres coûte 100 francs congolais à la pompe. Lors de la saison de pluies, l'eau change de couleur. Il faut noter néanmoins que beaucoup de familles déplacées ne disposent pas de matériels adéquats de transport et de stockage d'eau potable. Selon directeur de l'école primaire Mwanganza, lors de la saison sèche la quantité d'eau disponible est insuffisante par rapport aux besoins. Les femmes et les filles qui ont la principale tâche de collecte de l'eau passent alors de longues heures soit environ 5 heures d'attente au bord du forage. Ceci est souvent à la base de querelles rapportées au niveau des points d'eau.</p> <p>Bien que certaines latrines aient été construites par les acteurs humanitaires et les sensibilisations faites par les relais communautaires pour que les membres des communautés construisent les latrines et les entretiennent, le besoin demeure dans la zone. Dans les centres collectifs, les déplacés utilisent des latrines qui sont presque remplies. Environ 90 % des membres des familles d'accueil possèdent des latrines dont la plupart ne sont pas hygiéniques : Elles ne sont pas tenues propres, elles risquent de devenir un foyer de transmission de maladies.</p>

Type d'assainissement	Estimatif du % de ménages avec des latrines : 40 à 70%.	Défécation à l'air libre : <ul style="list-style-type: none"> • Non
Village déclaré libre de défécation à l'air libre	<ul style="list-style-type: none"> • Non 	

Pratiques d'hygiène	Estimatif du % de ménages avec des dispositifs de lavage de mains : moins de 10 % Type de produit utilisé : Savon et Cendre			
Réponses données				
Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Construction système de captage d'eau de pluie au niveau des CS	Samaritan's Purse	Bandiboli, Bamande	Déplacés et autochtones	
Gaps et recommandations	<p>- Dispositifs lavage des mains fonctionnel au niveau de Structures - Latrines publiques et familiales</p> <p>Recommandations</p> <ul style="list-style-type: none"> - Installer des dispositifs de lavage de mains dans les endroits publics. - Réhabiliter les sources existantes et construire d'autres pour une bonne couverture. - Renforcer la capacité de production d'adductions d'eau existantes dans la zone. - Sensibiliser les PDIs sur les bonnes pratiques d'hygiène. 			

6.7 Santé et nutrition

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	<ul style="list-style-type: none"> Oui 	
Risque épidémiologique	<ul style="list-style-type: none"> Zones endémiques du paludisme (Tout les axes, avec un taux plus de 60% de cas) distribution des moustiquaires en cours Promiscuité au niveau des ménages (Famille d'accueil et centre collectif) Une faible couverture des latrines au niveau des ménages et dans les lieux publics entre 30 à 60% 	
Impact de la crise sur les services	<ul style="list-style-type: none"> Structures médicales incendiées dans les zones d'origines. 	Centres de santé détruits, occupés ou pillés zone d'arrivée, combien : NON

Indicateurs santé (vulnérabilité de base)

ZONE DE SANTE DE KOMANDA ET LOLWA

Indicateurs collectés au niveau des structures	AS Komanda	AS Bamande	Bahaha	Moyenne
Taux d'utilisation des services curatifs	63 %	27 %	15 %	
Taux de morbidité lié au paludisme chez les enfants de moins de 5 ans	47,8 %	78,5 %	79 %	
Taux de morbidité lié aux infections respiratoires aiguës (IRA) chez les enfants de moins de 5 ans	9 %	18 %	11 %	
Taux de morbidité lié à la diarrhée chez les	11,5 %	11.6 %	10 %	

enfants de moins de 5 ans				
Pourcentage des enfants de 6 à 59 mois avec périmètre brachial (PB) < à 115 mm avec présence ou non d'œdème (taux de malnutrition)	10,8 %	7,2 %	6,3 %	
Taux de mortalité journalière chez les enfants de moins de 5 ans	0 %	0 %	0 %	

Services de santé dans la zone Compléter le tableau ci-dessous :

Structures santé	Type	Capacité (Nb patients)	Nb personnel qualifié	Nb jours rupture médicaments traceurs	Point d'eau fonctionnel	Nb portes latrines
Komanda	Cs , Caritas	15 lits	12	0	1	3
Komanda	Hôpital général de Reference	115 lits	96	0	02	16
Bamande	Cs , Poste de santé	12 lits	4	0	2	4
Bahaha	HGR, Cs , Poste de santé,	08 lits	3	0	0	2

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Gratuité des soins pour les déplacés	SAVE THE CHILDREN	Komanda et Bamande	IDPs	Gratuité

Gaps et recommandations Un besoin urgent d'appui institutionnel dans le secteur de santé : Gratuité de soin (SSP et SMI) pour les IDPs et est important pour soulager la souffrance de ces populations vulnérables dans la zone de santé de Lolwa

6.8 Education

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	<ul style="list-style-type: none"> Non 	
Impact de la crise sur l'éducation	<ul style="list-style-type: none"> Ecoles servent d'hébergement pour les déplacés 	Les écoles ont été fermées du 02 au 5 juillet 2021 dans la zone de santé de Komanda à cause de la peur d'une probable attaque de la zone de Koamda par les ADF.
Estimation du nombre d'enfants déscolarisés à cause de la crise	Statique non disponible lors de l'évaluation.	
Services d'Education dans la zone	10 écoles primaires sont opérationnelles dans la localité de Komanda où il y a gratuité de l'éducation primaire de base. Les parents des enfants IDPs hésitent d'inscrire leurs enfants dans les écoles existantes car ils ne savent pas la durée de leur présence à Komanda. Plusieurs affirment qu'à cause de la persistance de l'insécurité, plusieurs déplacés ont été contraints d'effectuer les déplacements dans deux ou trois villages avant d'arrivée à Komanda. Ils disent également que leurs enfants ne disposent pas de fournitures scolaires ni d'uniformes. Dans les localités de Bahaha I et II deux écoles primaires sont opérationnelles. Celle de Bahaha I est en progression (1 ^e à 4 ^e primaire). Cependant, les enfants étudient dans des conditions difficiles à cause du mauvais état des salles de classe.	
Capacité d'absorption	Les informateurs clés de la zone, n'étaient pas en mesure d'estimer la capacité d'absorption des écoles dans la zone.	
Réponses données		
Non		
Gaps et recommandations	<ol style="list-style-type: none"> Equiper les salles de classes par des pupitres, tableaux, craies, cahiers, boites de stylos bleu et rouge ainsi que d'autres matériels didactiques selon les besoins ; Augmenter la capacité des écoles pour accueillir les enfants déplacés (double vacation, construction de salles de classe) 	

Secteur ou Cluster (s) concernés	Problèmes	Recommandations	déla
CLIO	Sécurité de la population et leurs biens	<ul style="list-style-type: none"> Faire un plaidoyer auprès des autorités politico-militaires pour renforcer la sécurité et mécanismes de protection des civils dans la zone. 	Immédiat

Sécurité alimentaire	<ul style="list-style-type: none"> Absence des réserves des vivres auprès des ménages déplacés Rareté des denrées alimentaires sur le marché 	<ul style="list-style-type: none"> Envisager une distribution en vivres en ménagers des déplacés dans la zone 	Immédiat
Cluster Protection Sous cluster VBG Sous cluster GTPE	<ul style="list-style-type: none"> Tensions communautaires ; Exposition des femmes et filles mineures aux violences sexuelles/sexe de survie. Présences des Enfants Non Accompagnés (ENA) sans assistance. 	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer les activités de cohésion sociale dans la zone Envisager une assistance y en faveur des IDPs dans la zone pour réduire leurs expositions au sexe de survie. Multiplier les sensibilisations sur les principes humanitaires Plaidoyer auprès des acteurs de la Protection Enfants pour la prise en charge des enfants non accompagnés identifiés dans la zone Sensibiliser les IDPs et la communauté hôte ainsi que sur la prévention de VBG et les questions PSEA 	Immédiat En moyen terme
Santé et Nutrition	<ul style="list-style-type: none"> Les soins sont payants pour les déplacés les villages d'accueil en zone de santé de Lolwa 	<ul style="list-style-type: none"> Plaidoyer pour la gratuité des soins aux déplacés dans toutes ces structures. 	Immédiat
AME et Abri	<ul style="list-style-type: none"> Absence des AMEs Promiscuité dans les abris en milieu d'accueil et centre collectifs, 	<ul style="list-style-type: none"> Distribution directe des AMEs en faveur des déplacés Améliorer les conditions d'hébergement des déplacés en construction d'abris d'urgence pour libérer les salles le centre collectif amovibles pour les plus vulnérables et les personnes à besoins Construction d'abris transitionnels aux PDIs vivant en famille d'accueil Organisation de foire et/ou distribution de cash 	Immédiat
WASH	<ul style="list-style-type: none"> Certains points d'eau ne sont pas fonctionnels dans la zone. Insuffisance des latrines hygiéniques dans la zone hygiénique ; Non-respect des règles d'hygiène et assainissement ; 	<ul style="list-style-type: none"> Réhabiliter et aménager les points d'eau non opérationnels dans la zone Construire les latrines familiales et publiques dans la zone d'accueil. Sensibiliser la communauté à bonne pratique d'hygiène et à l'utilisation des latrines hygiéniques et assainissement. 	En moyen terme En moyen terme Immédiat